

Fonder une alternative antiproductiviste à gauche

par Paul Aries

Rédacteur au journal la décroissance

Directeur de la rédaction du sarkophage

Je salue mes amis antiproductivistes, anticonsuméristes et autres objecteurs de croissance réunis à l'invitation du collectif auvergnat pour fédérer une gauche antiproductiviste. Je ne peux être des vôtres physiquement en raison de mon état de santé mais je sais à la lecture des premières contributions reçues que vos travaux seront fructueux. Je suis convaincu que l'impasse politique de la gauche tient d'abord à son retard théorique. Nous n'avons pas assez vu en quoi la généralisation du mode de vie capitaliste, ce que mon ami Accardo nomme la « moyennisation de la société » fut un piège. Nos adversaires eux le savaient : ainsi l'économiste anglais George Monbiot (fils du vice-président du parti conservateur britannique) rappelle avec raison que « les gouvernements adorent la croissance parce qu'elle les dispense de s'attaquer aux inégalités.... ». Henry Wallich, l'ancien gouverneur de la Réserve fédérale américaine entre 1974 et 1986 ne dit pas autre chose : « la croissance est un substitut à l'égalité de revenu. Tant qu'il y a de la croissance, il y a de l'espoir et cela rend tolérable les grands écarts de revenus », « la croissance est un sédatif politique qui étouffe la contestation, permet aux gouvernements d'éviter l'affrontement avec les riches, empêche de bâtir une économie juste et durable »...

Rien ne serait cependant plus dangereux que d'attendre la solution de l'impossibilité même de poursuivre cette « marche en avant » vers toujours plus de production et de consommation. Nous savons trop qu'il ne suffit pas d'avoir raison pour gagner : encore faut-il rendre notre projet désirable c'est à dire capable de mobiliser tous ceux qui y ont collectivement intérêt. Le moment est donc venu, pour nous, d'en finir avec une certaine gauche c'est-à-dire avec sa vision de l'histoire, sa conception du politique, son rêve d'un gâteau (PIB) toujours croissant. En finir avec cette gauche là est nécessaire pour retrouver, sous ses sédiments solidifiés, le sang qui vivifiait autrefois ses rêves, ses valeurs, ses projets, ses combats, ses conquêtes. Tout se passe comme si nous avions perdu la capacité d'imaginer un autre monde en raison de ce « trop de réalité » qui nous broie et nous interdit toute construction d'une utopie concrète.

Comment croire qu'être «révolutionnaire » aujourd'hui puisse être de revendiquer le SMIC à 1500 euros « tout de suite » face à une gauche réformiste qui le promet, elle, pour plus tard ?

Si l'identité de gauche doit être conservée, c'est d'abord pour éfendre les dimensions non économiques de nos existences, pour valoriser les cultures populaires, c'est à dire pour se refuser (individuellement et collectivement) comme forçats du travail et de la consommation.

Nous ne pourrions renouer à gauche avec l'espoir que si nous rejetons, à la fois, l'idée qu'un autre monde ne serait pas possible et celle qu'un autre monde serait de toute façon inéluctable.

En finir avec le dogme d'un seul monde possible

En finir avec le premier dogme suppose comme nous y invite Thomas Frank dans son extraordinaire bouquin « Pourquoi les pauvres votent à droite ? » à comprendre pourquoi la gauche a abandonné la centralité de la question économique pour se replier sur des questions sociales, certes essentielles comme le droit des minorités sexuelles, mais en donnant, en cela, au peuple le sentiment qu'elle serait devenue le repère d'une petite élite arrogante. Thomas Frank montre que chaque fois que l'insécurité économique progresse, le conservatisme moral triomphe et la colère du peuple finit par épargner les riches. Nous le voyons aux Etats-Unis mais aussi en Italie, en Pologne, en Allemagne, en Espagne, en France, bref partout où triomphe la révolution conservatrice mondiale.

Paris-Plage, la nuit de la musique, le mois de la poésie, la fierté homosexuelle... Autant de symptômes qui font de Jack Lang le meilleur allié de Nicolas Sarkozy plus encore que par son vote scandaleux en faveur de la réforme constitutionnelle. Le philosophe Michel Clouscard nous met pourtant en garde depuis des années contre cette façon de considérer la classe en dehors de l'économie comme une simple question de goût : la classe définie par la voiture qu'on conduit, l'endroit où l'on habite, celui où l'on fait ses courses, le vêtement que l'on porte, etc (2). Cette définition par la consommation et non plus par le travail épouse parfaitement l'approche marketing en terme de sociostyles et alimente les dérives conservatrices avec la fausse opposition des gens ordinaires contre les snobs, des laborieux (la France qui se lève tôt) contre les parasites (la grande famille des « assistés »), cette idée des deux Amériques comme celle de « la France d'en bas » si chère à Raffarin.

La seule façon de s'opposer au vote de droite des pauvres est donc de faire l'inverse de ce que la gauche a fait et ce qu'elle s'apprête à refaire si elle revenait au pouvoir. Lorsque Delanoë soutient que l'économie n'est pas de droite ni de gauche, il fait voter SarKozy. Lorsque Jospin clame son impuissance politique, il fait voter Sarkozy. Lorsque la gauche défend l'idée d'une mondialisation joyeuse, elle fait voter Sarkozy.

Comment refaire de la question économique le cœur de tout projet alternatif ? Déjà en s'en prenant sur le plan théorique, politique, onirique à ce qui fait le dogme de ce système : sa foi dans la croissance économique pour résoudre les problèmes. Ensuite en réaffirmant la question de la classe sociale et de la lutte des classes pour diriger la colère des classes laborieuses contre leurs vrais oppresseurs. Il faut pour cela (re)nommer l'adversaire : le patronat, le CAC 40, les riches, les médias vendus. Enfin en refusant les délires sur la « nouvelle économie » ou le « capitalisme vert »... L'opération Cohn-Bendit, Nicolas Hulot, José Bové et bientôt Corinne Lepage (?) en vue des élections européennes n'est qu'en apparence un curieux attelage, car elle accompagne la mise à mort de l'écologie politique, mise à mort théorisée, organisée et mise en oeuvre par le Grenelle sarkozyen de l'environnement (3).

José, tu as vocation à être un porte-parole de la gauche antiproductiviste.
Tu n'as rien à gagner à participer au recyclage d'idéologies (dé)passées.

En finir avec le dogme d'un autre monde certain

En finir avec le second dogme d'un autre monde certain suppose de solder nos comptes avec la thèse marxienne d'un enchaînement inévitable des sociétés : le féodalisme comme accoucheur du capitalisme et ce dernier comme accoucheur du socialisme puis du communisme... J'ai bien peur que le capitalisme en détruisant ce qui demeurait encore des sociétés traditionnelles ait finie par inventer le type d'humains qui vont avec ses produits.

Nous serions dans ce cas bien plus étrangers au socialisme que nos grands parents. Ce ne serait donc pas par hasard que la nouvelle frontière du socialisme passerait quelque part en Amérique latine et centrale au contact des peuples autochtones les moins déracinés. Ce constat banal serait désespérant sauf si nous acceptons de changer de regard et d'admettre que l'anticapitalisme a cependant toujours son siège au coeur même de nos existences.

Quel pourrait être le nouveau paradigme révolutionnaire ?

Les objecteurs de croissance revendiquent « plus de liens et moins de biens » mais comment y parvenir ? Beaucoup de nos amis ne croient plus en la possibilité de faire rêver de notre projet ni de défendre des intérêts, c'est pourquoi ils s'en remettent à la pédagogie des catastrophes. Ces adeptes de « la décroissance faute de mieux » se condamnent eux-mêmes à l'impuissance. Je fais, au contraire, le pari opposé : celui du caractère hautement désirable de notre projet. Ce qui suppose de partir de ce qui constitue l'angle mort de tout système car la solution est toujours du côté de la béance... entendue comme ce qui suture toute structure. Toute société est fondée sur un Interdit structurel : la monarchie a ainsi fait du régicide le crime absolu ; la bourgeoisie a ensuite élevé le respect de la propriété privée au rang de tabou ; l'interdit de la gratuité est ce qui fait système et suture la société de l'hyper-capitalisme. C'est pourquoi contrairement aux autres sociétés marchandes, qui ont toujours toléré un secteur gratuit (religieux ou laïc), l'hyper-capitalisme, fondé sur la vénalisation du marchand, ne peut que sacrifier la gratuité. Nos anciens ont du guillotiner Louis XVI ; Proudhon a martelé que « la propriété c'est le vol » ; c'est désormais de la défense de la (quasi)gratuité que nous devons partir pour espérer fissurer l'édifice et élargir, peu à peu, cette fissure au point d'en faire société : de la défense des gratuités existantes à l'extension constante de la sphère de la gratuité.

« gratuité de l'usage, renchérissement du mésusage ».

Cette révolution que nous proposons est donc celle de la « gratuité du bon usage ». Cette notion ne relève surtout pas d'une définition objective et encore moins moraliste. Le bon usage et le mésusage sont ce que la société reconnaît comme tels à un moment donné. La définition est donc affaire de mœurs, de rapports de force, d'état des lieux. Le premier grand intérêt de ce paradigme est de résoudre la contradiction entre les contraintes environnementales et le souci de justice sociale car il ne suppose plus de faire croître la gâteau (PIB) avant de procéder à sa redistribution, mais d'en changer la recette : que produire pour quels types d'usage ? L'autre grand avantage est de réconcilier le temps de la démocratie et celui des éco-systèmes puisque ce sera aux citoyens de définir ce qui est usage (donc quasi-gratuit) et mésusage (donc renchéri). Il fait donc disparaître toute contradiction entre le but et le chemin. Il exige à chaque étape que le politique, la délibération, soit première. Le législateur saura bien trouver les solutions techniques et juridiques adaptées : système de prix variables par niveaux de consommation ou par type d'usage, systèmes de rationnement, etc. Pourquoi payer au même tarif le mètre cube d'eau pour faire son ménage et remplir sa piscine ? Pourquoi payer les mêmes impôts fonciers pour une résidence principale et secondaire ? Pourquoi payer son essence, son électricité, son gaz le même prix pour un usage normal et un mésusage ? L'eau va manquer : raison de plus pour en rendre gratuit le bon usage et renchérir ou interdire son mésusage. Ce paradigme s'oppose à celui de la société dominante : que signifierait en effet l'adoption programmée d'une taxe sur le carbone si ce n'est le fait de vider les rues des voitures des plus pauvres pour que les riches puissent rouler plus vite ?

Ce principe de gratuité généralisable à l'ensemble des biens communs est susceptible de susciter un fort courant de mobilisations populaires donc de créer un débat qui obligera, droite et gauche, à se positionner sur ce terrain. Ce principe a aussi le grand mérite de lier la cause de la liberté (de l'autonomie) à celle de la responsabilité. Contrairement à ce que pourrait être un mariage rouge-vert qui cumulerait les interdits, nous osons la liberté mais nous rappelons qu'elle doit être encadrée et qu'elle a nécessairement un prix. Chacun reste libre de s'offrir du mésusage (dans la mesure où la loi le n'interdit pas exceptionnellement) : par exemple en possédant une maison de campagne mais en supportant les surcoûts de ce mésusage.

Le danger serait bien sûr que cette politique renforce les inégalités en permettant l'accès aux mésusages à une petite minorité fortunée. Le pire serait de cantonner le peuple au nécessaire (au sérieux) et de libérer, moyennant finances, le futile et le frivole, aux seules classes aisées. C'est pourquoi ce paradigme de « la gratuité de l'usage » et du « renchérissement du mésusage » ne peut aller sans une diminution importante de la hiérarchie des revenus et sans une réflexion sur l'adoption d'un « revenu universel d'existence », RUE, (autour du SMIC) accouplé à un « revenu maximal autorisé », RMA, (au dessus d'un seuil, on prend tout).

Pour un revenu universel inconditionnel lié à un revenu maximum autorisé

La gauche productiviste n'a jamais voulu engager ce combat sous prétexte que l'introduction d'un revenu universel inconditionnel servirait de prétexte à la droite pour supprimer le salaire minimum. Faisons remarquer à nos amis que le patronat et l'Etat n'ont pas attendu l'adoption d'un semblable RUE pour démanteler le droit du travail et l'Etat social... Les inégalités sociales ont même explosé lorsque cette gauche-là était aux affaires. Conséquence : la société s'est monstrueusement habituée aux inégalités de revenus : qui proposerait aujourd'hui un écart maximal de salaires de un à quatre passerait pour un affreux extrémiste alors qu'il s'agissait d'une mesure phare du programme commun de gouvernement de l'Union de la gauche durant les années soixante-dix. En 1974, le revenu moyen des dix patrons américains les mieux payés était 47 fois plus élevé que le salaire moyen d'un ouvrier de l'industrie de l'automobile ; en 1999, il équivalait à 2381 fois le salaire moyen

Je propose donc d'opposer à l'insécurité que génère l'hyper-capitalisme le principe d'un revenu universel d'existence versé, sans condition, à l'ensemble des citoyens majeurs : ce RUE est simplement la contrepartie de la reconnaissance du droit de chacun à l'existence puisque nous héritons tous, en tant qu'humains, de la civilisation. Cette indépendance financière est indispensable pour passer des droits formels aux droits réels et poursuivre le mouvement d'émancipation notamment pour les femmes et les jeunes. Elle est en outre la condition de la décroissance, car aucun individu n'acceptera de diminuer ses activités rémunératrices si la société ne lui assure pas d'abord une certaine sécurité matérielle. Ce choix est celui de la poursuite de la socialisation (donc d'une certaine forme d'humanisation) face à la tentation d'un recours et retour aux tribus, chers à la Nouvelle-droite qui préférera toujours les « petites patries » à la poursuite de l'émancipation par la liberté, l'égalité et la fraternité. Ce choix est celui d'une société fondée sur l'auto-limitation des besoins, condition de l'autonomie car seul un individu sécurisé peut échapper à la contrainte de la « fièvre acheteuse ». Cette mesure en desserrant l'emprise de l'économie allégerait l'obligation de travailler. Cette libération de l'idéologie du travail est sans doute ce qui gêne le plus le co-Président d'ATTAC, l'économiste Jean-Marie Harribey puisqu'il qualifie ce projet de « *revenu d'existence monétaire et d'inexistence sociale* ». Comment peut-on croire encore au mythe du travail libérateur ? Pourquoi pas « *Moulinex libère la femme* » ?

Disons-le toute de suite : l'argent ne manque pas pour financer ce revenu universel d'existence. Des pays moins riches notamment l'Alaska et le Brésil l'expérimentent à un niveau financier malheureusement trop faible. La France a consacré en 2005 un budget de 505 milliards pour ses organismes sociaux. Les ménages en ont reçu 438 milliards au titre des différentes allocations. Le reste est consacré aux services publics (écoles, hôpitaux, etc.). L'affectation directe de tout ou partie de ces 438 milliards aux 60 millions de Français ne pose donc pas un problème comptable mais une question de choix de société.

Ce revenu d'existence est inséparable d'un revenu maximal autorisé (RMA). Là où Sarkozy prône, avec la notion de bouclier fiscal, de ne pas redistribuer une partie des revenus au-dessus d'un certain plafond, nous disons l'inverse : au-delà d'un certain revenu, on redistribue tout. L'adoption de ce RMA (par le biais de la pression fiscale) permettrait donc de financer le revenu universel et l'extension de la gratuité. Ce RUE pourrait être versé en partie en monnaie locale pour favoriser la relocalisation des activités (pas seulement économiques), en partie en monnaie fondante pour éviter la capitalisation, en partie sous forme de droits de tirage sur des biens communs (allocations en nature).

Quelle culture de la gratuité ?

Il ne peut y avoir cependant de société de la gratuité sans culture de la gratuité comme il n'existe pas de société marchande sans culture marchande. Les adversaires de la gratuité le disent beaucoup mieux que nous. Ils proposent de développer une politique dite de la « gratuité-zéro » qui serait la réponse du pouvoir aux difficultés des industries « culturelles » confrontées à l'essor des échanges gratuits, via les systèmes « peer-to-peer ». La politique à promouvoir serait totalement à l'opposé et passerait par la généralisation d'une culture de la (quasi)gratuité : nous aurons besoin pour cela de nouvelles valeurs, de nouveaux rites, de nouveaux symboles, de nouvelles communications et technologies, etc. Puisque les objets sont ce qui médiatisent le rapport des humains à la nature quels devront être le nouveau type d'objets permettant de développer la sphère de la gratuité ? L'invention d'une culture de la gratuité est un chantier considérable pour lequel nous avons besoin d'expérimenter des formules différentes même si l'école sera un relais essentiel. Parions que la gratuité ayant des racines collectives et individuelles beaucoup plus profondes que la vénalité en cours, il ne faudrait pas très longtemps pour que raison et passion suivent...

Comment avancer vers la gratuité ?

Jean-Louis Sagot-Duvaurox (*Pour la gratuité*, DDB, 1995) a défini toute une démarche pour avancer vers la gratuité qui pourrait servir de modèle. Il propose de « *répertorier tous les espaces de gratuité qui subsistent et que la nomenclature habituelle de nos représentations éparpille sous des rubriques différentes. Cela permettrait de faire apparaître un territoire beaucoup plus grand qu'on ne l'imagine au premier abord, un rapport de force beaucoup plus disputé entre le gratuit et le marchand, prise de conscience qui constitue en elle-même un puissant encouragement à combattre le règne de l'argent.* »

A côté des gratuités construites (l'école, les bibliothèques) existent des gratuités premières (la lumière du soleil, l'air), et des îlots de gratuité notamment dans le cadre familial, amical, coopératif. Ce repérage permet déjà de constater que, malgré ce que voudrait faire croire le système, la gratuité n'est pas morte : « *Tracer la géographie du continent gratuité fait surgir*

à la conscience des images et des perspectives inattendues : l'argent et ses lois n'ont pas pris le pouvoir partout ; la vie humaine n'est pas forcément vouée au culte de la marchandise ; même si elle reste un parti pris, la gratuité n'est pas une illusion. »

La notion de la gratuité constitue un excellent levier de changement parce qu'elle est enracinée au plus profond de l'histoire et de la conscience humaine : du mythe du paradis terrestre au souvenir fantasmé du sein maternel (Maurice Bellet, *Plaidoyer pour la gratuité et l'abstinence*, Bayard). Marcel Mauss puis l'équipe d'Alain Caillé ont montré en quoi on est intellectuellement et ontologiquement obligé de poser l'idée d'une gratuité initiale pour fonder la société. C'est donc cette donation première qui fait tenir les hommes ensemble. La loi du don engendre une triple obligation : celle de donner, celle de recevoir et celle de rendre.

Le don constitue donc une véritable institution. Cette universalité du don engendre l'universalité de la lutte pour pouvoir donner.

Notre société, pour avoir trop évacué le don, s'en trouve fortement fragilisée : seule la gratuité pourrait remédier au malaise dans la civilisation. Jean-Louis Sagot-Duvaurox ajoute que « *Ce combat pour améliorer la part gratuite de la vie* » peut servir de « *boussole pour des combats apparemment dépareillés* » comme le mouvement pour la gratuité des transports collectifs urbains, du logement social, du droit au sol, à l'auto-construction, etc.

L'extension de la sphère de la gratuité est la meilleure façon de contrer la tendance actuelle à la privatisation généralisée (du vivant, des espaces urbains, aériens, maritimes, des plages, des forêts, etc.) et donc au mésusage : avec la défense de la (quasi)gratuité, nous pourrions conquérir de nouveaux bastions, au lieu de nous cantonner à une attitude défensive des services publics existants, et créer ainsi un rapport de force plus favorable.

Face au capitalisme qui est une machine à insécuriser, nous devons sécuriser.
Face au capitalisme qui est une machine à tout vénaliser : nous devons dévénaliser. Face au capitalisme qui est déterritorialise, nous devons défendre l'usager maître de ses usages.

Cette réinvention de l'usage passe par une anthropologie sensualiste. Le bon usage est toujours du domaine du voir, de l'entendre, du toucher, du goûter, du contempler, du penser, de l'aimer, de l'agir alors que le mésusage est du registre de l'avoir, du paraître, du vénal.

J'insiste : la culture de l'usage n'est pas celle du nécessaire. Elle ne s'oppose pas à la frivolité, bien au contraire, contrairement à toute une tradition de l'extrême gauche qui réduisait sa pensée aux « vrais » besoins. Le bon usage c'est aussi la fête c'est à dire faire bombance, faire du bruit, mélanger le politique et le commercial, le livre et les merguez. « Gratuité de l'usage » et « renchérissement du mésusage » : voilà qui aiderait cependant à renouveler la pensée d'une gauche déboussolée et d'une écologie exsangue, voilà qui pourrait renouveler les formes de notre combat

Paul Ariès

Politologue, Directeur du journal d'analyse politique le sarkophage.

Ces questions sont développées dans :

Paul Ariès, *Le Mésusage, Essai sur l'hypercapitalisme*, Parangon, 2006,

La décroissance : un nouveau projet politique, Golias, 2007

1. Thomas Frank, pourquoi les pauvres votent à droite ?, Agone, 2008
2. Michel Clouscard, néo-fascisme et idéologie du désir, Delga, 2008
3. Pour sauver l'écologie politique, Parangon, 2007